

Alain et la « Revue des vivants »

On trouve dans les *Souvenirs sans égards*¹ d'Alain, récemment parus chez Aubier, la mention suivante :

« Comme disait un de mes bons élèves, il n'est pas facile d'être disciple, et par ce détour, j'aperçois qu'il n'est pas facile d'être ministre. J'aimai toujours de Monzie et je le vis souvent, tant qu'il fut ministre. Je le poussai beaucoup dans diverses circonstances, notamment lorsqu'il parvint à donner une mission diplomatique très importante à un de ses amis, fondateur de la Revue des vivants. Il reste dans ce recueil beaucoup d'articles de moi que j'estime ; mais ils eurent peu d'action. »

L'ami d'Anatole de Monzie dont il est question dans ce texte de 1947 n'est autre que Henry de Jouvenel (1876-1935), journaliste et homme politique français, célèbre pour avoir été le mari de Colette de 1912 à 1925 et le père de « Bel-Gazou », mais qui fut aussi une des grandes figures du journalisme et de la diplomatie française de l'entre-deux-guerres. Directeur du cabinet du ministre du Commerce en 1905, il collabora au Journal et devint rédacteur en chef du *Matin*. Sa carrière politique, à laquelle le pousse son ami de Monzie, commence surtout après la guerre. Sénateur de la Corrèze de 1921 à 1933, il est nommé ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts du gouvernement Poincaré en mars 1924. Haut-commissaire de la République en Syrie et au Liban en 1925-26, c'est sous son administration que le Liban est organisé en République. Militant de la paix, proche d'Aristide Briand, il fonde en 1927 la *Revue des vivants*, « Organe des générations de la

1 ALAIN, *Souvenirs sans égards*, suivi de *Traité des outils et Dix leçons d'astronomie*, Paris, Aubier, 2010, p.72.



guerre ». Premier président de l'Union des Français de l'Etranger de 1927 à 1935, il est en 1932-1933 ambassadeur de France en Italie. C'est à cette « mission diplomatique » que font allusion les lignes qui précèdent. Mission d'importance, puisque Jouvenel y rétablit des liens d'amitié avec l'Italie et y noue des discussions qui aboutissent en juin 1933 au célèbre « Pacte à Quatre », pacte d'entente et de collaboration entre la France, l'Angleterre, l'Allemagne et l'Italie. Le rétablissement de la conscription en Allemagne et la question

éthiopienne devaient mettre fin à ces espoirs et le Pacte à quatre ne fut jamais ratifié. Ministre de la France d'Outre-mer en 1934, Jouvenel assura plusieurs fois la fonction de délégué de la France à la Société des Nations. Son dernier travail, interrompu par la mort, était un plan de sauvegarde des relations franco-italiennes dans le cadre de la SDN.

Il semble² qu'Alain ait adressé en tout et pour tout trois articles à la revue de Jouvenel, articles dont les textes n'ont jamais été repris depuis. « Opinions sourdes » (mars 1928), « Pensées d'avenir » (septembre 1928) et « Désarroi politique » (1931). D'une toute facture et d'une autre ampleur que les Propos, ces textes, et c'est assez rare, avaient su conserver l'estime d'Alain. On en trouvera ici le texte intégral.

2 Les collections de la « Revue des vivants » sont difficiles d'accès, et la numérisation n'en est pas achevée à la Bibliothèque Nationale de France. Nous n'avons pu vérifier les numéros de juillet 1927-juin 1928, ni les numéros de janvier à juin 1930.

LA REVUE DES VIVANTS

13642

HENRY DE JOUVENEL ... SOUS LE SIGNE HOOVER



LE DESARROI DES VAINQUEURS

- | | |
|--------------------------------|---------------------|
| DANIEL SERRUYS..... | DÉSARROI ÉCONOMIQUE |
| PALMADE..... | DÉSARROI FINANCIER |
| LÉON BRUNSWICG..... | DÉSARROI MORAL |
| ALAIN..... | DÉSARROI POLITIQUE |
| PIERRE MAC ORLAN... | DÉSARROI LITTÉRAIRE |
| C ^{te} RAOÛL DECROUEZ | DÉSARROI MILITAIRE |
| DANIEL ROPS..... | DÉSARROI EUROPÉEN |

LES LETTRES ET LE ROMAN

- | | |
|--------------------|-----------------------------------|
| ANDRÉ SUARÉS..... | NOIR ET ROUGE |
| ALEXANDRE ARNOUX.. | CARNET DE ROUTE
DU JUIF ERRANT |

LE PETIT DICTIONNAIRE DU MOIS

- | | | | |
|-------------------------|-------------|-------------|----------------|
| POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE | H. J. | ANGLO-SAXON | R. de JOUVENEL |
| THÉÂTRAL ET MUSICAL | H. MALHERBE | LITTÉRAIRE | LES VIVANTS |
| INTERNATIONAL | E. BREMOND | FINANCIER | R. CADOT |

• Numéro : 6 francs

DESARROI POLITIQUE

*La revue des vivants, juillet 1931*³

« Notre histoire politique, depuis la guerre, nous offre un paradoxe qui n'est que d'apparence : stabilité des hommes, instabilité des partis. »

Je veux juger directement de la politique, comme par antennes, et de mon poste de citoyen. Qu'est-ce qu'un bon roi ? Avons-nous de bons rois ? Selon mon opinion il y a malentendu entre nos rois et le peuple, par l'effet de vertus mal employées. Nos chefs, à tous degrés, m'apparaissent comme des centres de savoir et de raisonnement. Mais j'y joins un autre trait, qui est la sévérité triste. Je sens qu'ils se défendent d'être bons et justes ; ils le disent presque. Ils se voient destinés à exiger des citoyens deux sacrifices assez amers, toujours payer et quelquefois mourir. On comprend que la politique soit devenue chose sombre et lieu de colère. Représentez-vous un simple citoyen nommé sur place percepteur ; il sent vivement les obligations de ce pénible métier. Plus sévère encore, souriant ou non, le percepteur suprême, qui n'annonce que malheurs, et qui se prépare à écarter toute réclamation. Comme si le peuple, cet enfant, demandait toujours des choses impossibles, comme paix, justice, économie. Je vais d'un bond à ma conclusion ; je veux un bon roi qui soit le père

3 Texte partiellement repris dans les *Libres Propos* (Journal d'Alain), Nouvelle Série, cinquième année, n°8, août 1931, pp. 350-355.

du peuple, et qui ait pitié des citoyens. Cela ne paraît guère ; cela est furieusement combattu, méprisé, moqué. Mais pourquoi ?

Les rois et les candidats-rois me font presque tous l'effet de subalternes. Ils lisent tout, savent tout, consultent tout. Je leur donne à tous, avec des mentions plus ou moins honorables, le brevet supérieur des Hautes Études Politiques. Mais quoi ? Ce sont des chefs de bureau ; et je les reconnais à ceci qu'ils invoquent tous la nécessité. Ils ne peuvent porter le problème, et disent : « Je ne puis porter le problème ; personne ne peut le porter ». Ils ont comme devise, je suppose : « La grandeur de l'homme est à connaître ce qui le dépasse ». Bref, ils font un compte d'impossibilités. Semblables à un commandant de navire qui voudrait faire d'avance le compte des surprises, et qui, ne pouvant le faire, resterait au port. Ce n'est pas ainsi qu'on agit. Le propre d'un chef c'est de vaincre la surprise quand elle se montre ; le propre du subalterne est de mettre les moyens à pied d'oeuvre, afin que le détail des actions n'arrête pas l'esprit du chef. Notre armée était un bon système de subalternes ; je ne sais s'il y eut un vrai chef. Mais il se peut que ce métier de force soit essentiellement subalterne, comme la police. La vue d'un possible, vue qui n'est que d'un instant, ne fait pas partie des conseils et des préparations propres au subalterne. Mais il faut dire que dans l'exécution le subalterne est aussi bien chef ; par exemple saisir le moment de ceinturer un dangereux malfaiteur, c'est fonction de chef et fonction d'homme. Je traite de l'action ; c'est un sujet neuf ; et je veux montrer, par cet exemple simple, qu'il n'y a pas d'action sans risques, et que c'est l'action qui efface les risques ; car la moindre action change tout. En revanche, la seule pensée d'une action possible, bien loin d'effacer les risques, au contraire les grossit toujours ; et le savoir n'y peut remédier, surtout en politique, où il est

évident qu'on ne sait pas tout, et que tout change d'instant en instant. Il faut que j'aille trop vite, en ce difficile sujet. Il me semble que c'est toujours illusion d'imagination si l'on se croit forcé à un moment. Je citerai un mot de Rouvier : « Une question urgente ? Attendons huit jours, elle ne le sera plus ». Le lecteur ne retrouvera peut-être pas dans sa mémoire tant de sommations, dans l'ordre financier, de faire sur l'heure ceci ou cela, faute de quoi la catastrophe était inévitable ; ces sommations ont été aussitôt oubliées. La politique se compose de tels moments critiques, tranquillement dépassés. Il n'y a qu'un moment critique, c'est celui où tous se croient forcés, et suivent la nécessité, qui dans leur imagination est fatalité. Tels sont les pièges d'une science qui ne voit pas ses limites, et qui prétend décider par raisonnement.

L'art politique est plus subtil à la fois et plus simplificateur. Je dirais que les brevetés, en toute matière, représentent le raisonnement, qui toujours voudrait forcer ; et que le vrai roi est un roi de jugement, du jugement qui, sans mépriser le raisonnement, s'élève au-dessus. Il n'est pas facile de dire ce que c'est que le jugement dans un vrai médecin ; mais cette fonction exclut bien clairement l'idée de remède préconçu, aussi bien que de maladie préconçue ; de telles idées préparent le jugement, mais ne dispensent point de juger. Je parle un peu par énigmes, et je ne le fais pas exprès ; la matière politique est encore toute neuve. Toujours est-il que la restauration du crédit chez nous, dans le moment critique que l'on n'a pas oublié, a été l'oeuvre d'une sorte d'obstination plutôt que de la clairvoyance. L'homme savait ce qu'il voulait ; il ne s'est pas demandé si c'était possible. Il a dit non à tout ce qui lui paraissait suspect, ou contraire à la fin poursuivie ; il a suivi son chemin, selon le voeu de tous, communiquant à tous la confiance qu'il avait. Le savoir, ici, fut

subalterne, comme il doit être. Qu'on veuille bien se souvenir de toutes les prédications raisonnables qui furent faites en matière de finance, et qui furent plus que vaines, oubliées. Je signale aussi l'étonnante faillite, qui déjà n'étonne plus, de toute l'économie dirigée, fondée sur le raisonnement. Telle est l'oeuvre des brevetés, excellents au second rang, détestables au premier. L'homme qui sauva nos finances montra alors des parties de chef ; on peut penser qu'en matière de politique étrangère il ne fut qu'un breveté. Nous avons abondance de ces bons élèves, dont quelques-uns, professeurs volontaires de finances, se sont très bien ruinés. Le peuple voit les effets ; peut-être soupçonne-t-il à présent les causes.

L'idée d'instruire les citoyens, et d'en faire des hommes d'état, était à première vue ridicule. Il y a loin de lire, écrire et compter à la Science Royale, qui comprend géographie, ethnographie, politique, histoire, sans compter physiologie et physique, sur quoi toutes ces connaissances reposent. Au vrai, il y eut de la propagande et de la persuasion, c'est-à-dire un genre de gouvernement, dans ce travail d'instruire. Il y eut une histoire qui n'était qu'éloquence, et une irréligion qui n'était qu'éloquence. Je cite ce dernier exemple parce qu'il fait bien voir la faiblesse du système. Histoire ou irréligion, ce n'était toujours qu'une nouvelle religion. Il a bien fallu faire crédit à cette nouvelle génération de rois, comme on croit Einstein, Langevin et les autres, quand il s'agit d'années-lumière. Ainsi le peuple n'était toujours que conduit, quoiqu'autrement.

Les institutions ont cela de beau qu'elles donnent toujours un autre résultat que celui qu'on escomptait. Dans lire, écrire et calculer, il y a une grande lumière, qui est propre à marquer les limites de l'ombre, et la différence entre savoir et croire. Il y eut autrefois de grands

sages qui ne savaient pas beaucoup. Socrate en est le type ; il était assez fort de ce qui est juste, ainsi il dominait les moyens. Dès que l'esprit s'éveille, il éclaire la valeur de l'homme et l'égalité des esprits. C'est pourquoi le peuple instruit mesure si bien ce qu'il ignore, et tient si ferme sur les fins. Il pourrait bien, maintenant qu'il a les yeux ouverts, distinguer la preuve et la vraisemblance, et prendre ainsi une idée juste, quant à la politique, de l'immensité de l'objet et des moyens de l'esprit humain. Si peu qu'on sache de physique, on peut conclure que de grands savants se sont trompés. Or la physique est bien loin de la complexité sociologique.

Je prendrai un exemple dans l'économie, qui est encore relativement simple par rapport à la politique. L'idée si connue des machines faisant le travail des esclaves n'a pas encore été tirée au clair. Tout le monde a parlé de l'électricité, esclave muette, qui ferait tout, labour et ménage. Personne n'a pensé sérieusement à l'équipe invisible, de mineurs, de forgerons, d'ajusteurs, de régleurs, que l'activité suppose. Personne ne s'est demandé si la vitesse, idole de ce temps, pouvait rendre en produits ce qu'elle coûte en travail. Personne ne pense aux journées de travail qui portent un avion dans les airs. On feint de croire, ou peut-être on croit, que si beaucoup de gens usaient de l'avion, ce moyen de transport cesserait d'être ruineux pour tous. Toutefois les effets font réfléchir, et l'idée de l'équipe invisible a paru récemment dans un journal à lieux communs. Cependant les brevetés font des avions ; on attend encore le juge qui dira s'il faut faire des avions, et combien, et aux frais de qui. Le jugement n'est pas encore entré dans ce problème, relativement simple, du Grand Livre des travaux, où dépense et profit seraient mis en balance. Ce problème attend son Newton. Mais que penser alors des syndicats ouvriers ? Ils ont pour principal

objet le travail et la science du travail. Croyez-vous qu'ils approcheront de cette partie de la Science Royale ? Au contraire, ils en sont séparés par un désert de théories, qui sont encore bien abstraites. Toutefois ce n'est pas à dire que l'esprit libre ne s'éveille pas par là. Car l'esprit ouvrier, à peine ses yeux sont-ils ouverts, revient à son « Je Pense », tout comme Descartes. Il tient bon là ; il se forme une idée juste de ce que c'est qu'une vie humaine ; et cette idée est qu'il ne faut pas attendre de tout comprendre pour vivre en homme. Cette idée est en marche, et le moindre progrès des connaissances l'éclaire un peu plus. Et c'est pourquoi l'idée de rationalisation, qui porte la marque des brevetés, a trouvé, contre l'attente des rois de ce monde-là, une résistance inattendue. Le citoyen riveur et le citoyen ajusteur ont dit : « Produire n'est pas le tout ; et aussi bien votre édifice industriel s'écroule par le haut, ce qui prouve que vous êtes bien loin de connaître assez pour légiférer. Humanité et justice valent mieux que puissance ; et, puisque vous nous consultez, nous allons dire, non ce que nous savons, mais ce que nous voulons. C'est à vous, les rois, de vous en arranger ». Comme ce discours serait plus fort, si le monde ouvrier soupçonnait seulement l'énorme sophisme qui a conduit le monde des brevetés de la machine utile à la machine ruineuse ! Ce creux de la prétendue Science Royale est seulement deviné. Les brevetés n'ont plus la confiance ; je veux faire comprendre par cet exemple qu'ils n'ont que ce qu'ils méritent. Le peuple veut un autre genre de roi. Il ne croit plus ceux qui toujours allèguent l'impossible, parce qu'il commence à soupçonner que nul ne connaît assez le possible et l'impossible pour ajourner ce qui est évidemment bon. Au citoyen qui demande un allègement des dépenses, à l'homme sans méchanceté qui demande la paix, on répond par un tableau des nécessités. C'est faire trop

d'honneur à la nécessité. C'est une idée qui convient aux choses, non à l'homme ; l'homme ne peut jamais l'appliquer qu'à ses crimes.

Où vais-je ? A ceci que la science qui conclut à la nécessité est une science ivre. Le moindre théorème abstrait est la preuve que l'homme peut diriger ses pensées ; ce n'est pas la première leçon de vouloir ; c'est la plus claire. Mais il y a des siècles que l'homme, d'invention en invention, se prouve à lui-même que vouloir n'est pas subir. Cette idée de liberté n'est perdue que pour les subalternes, qui se meuvent dans un milieu intermédiaire entre l'outil et le jugement. J'ai vu, au temps des Universités Populaires, que les subalternes tentaient d'inoculer au peuple leur propre maladie, qui les conduit à subir et subir. Je ne crois pas que cette idée mortelle ait fait de grands ravages dans le monde des travaux. Car c'est là que les puissantes notions de morale, éclairées même par la plus humble instruction et par la moindre culture, se reforment toujours et renaissent toujours autour de la liberté qui en est le centre et l'âme.

Au-dessus, qu'en pense le vrai roi, s'il en est un ? Il pense que la complexité des affaires est bien loin d'enchaîner l'homme, et que, comme disait Auguste Comte, plus un système est complexe plus il est modifiable, c'est-à-dire plus il se prête aux variations que l'homme tente de lui imprimer. La politique, qui est l'objet complexe par excellence, est donc bien loin de conseiller l'esclavage, c'est-à-dire l'attente passive de ce qui ne peut manquer d'arriver. Tout au contraire, et parce que d'innombrables causes s'entrecroisent, et parce que la situation ne cesse de changer, l'homme qui sait ce qu'il veut, y trouvera passage bien avant d'avoir calculé tout. Telle est, il me semble, la pensée du vrai roi. Aussi, semblable au sauveur, il repoussera toujours l'idée d'une nécessité invincible. Il la repoussera

comme étant l'éternel argument des lâches ; se trouvant ainsi d'accord avec le commun du peuple, qui ne cesse jamais d'affirmer ce qu'il veut, même quand il ne voit point passage. Et cela n'est pas plus absurde que si le passager annonce qu'il veut aller au Chili et non pas ailleurs, quoiqu'il ne sache pas diriger un bateau. Et je puis très bien critiquer mon architecte quoique je ne sache pas ce qu'il sait ; car je veux quatre pièces et non trois ; je veux un mur imperméable et non pas des champignons sur mes boiseries. Lui il fait son métier, composé d'une partie de savoir, d'une partie d'expérience, et d'un sentiment fort de ce que peut le travail humain, Ce sentiment de la liberté en action peut être dit prolétarien ; car le prolétaire ne fait de toute sa vie autre chose que de réaliser ce qu'il veut, une tranchée, un mur, un moteur bien centré. Il sait vouloir parce qu'il sait vaincre. Cet esprit est le sel de l'humanité ; qui n'en a pas un grain ne vaut rien. Le grand art de persuader, qui est l'art politique, suppose au dedans de lui la foi prolétarienne, j'entends ce sentiment de la volonté efficace, qui seul peut orienter la sophistique universelle, laquelle, autrement, prouve toute thèse, sans préférence. Au contraire le pur esprit bourgeois, habile à tout plaider, trouve sa perfection dans les postes subalternes, où l'impuissance est en quelque sorte jurée. De là vient que le prétendu art de commander, auquel on se préparerait par l'obéissance, n'est que l'art de se couvrir de l'ordre, mot admirablement ambigu, le chef suprême au-dessus du chef étant la nécessité. C'est ainsi que la pyramide d'hommes, à son sommet, par d'honorables scrupules, est tout à fait sans pensée. Le roi subalterne, observateur d'un grand horizon, se pose toujours comme observateur de l'impuissance humaine. « Je n'ai pas voulu cela » : cette parole justement célèbre est la parole de tous les rois indignes. On finira par traiter ces rois brevetés comme je traiterai le plombier

si les robinets perdent l'eau. « Votre métier, lui dirai-je, est d'empêcher cela ».

Pratiquement, qu'est-ce à dire ? Les partis me semblent diminuer le jugement et enfler le raisonnement ; on y avance comme dans les bureaux. Le parti choisit des brevetés parmi des brevetés. Les partis sont le lieu de la bureaucratie gouvernementale ; et c'est ainsi que les subalternes deviennent chefs. L'électeur choisit mieux hors des partis, et d'après un caractère connu et éprouvé. Il y a du vrai dans ce mépris des partis et de la politique des partis, sentiment qui se développe partout, mais qui est encore purement négatif, non pas tout à fait ; car si vous cherchez quels furent les deux hommes vraiment populaires en ces dernières années, vous trouverez qu'ils ont travaillé l'un et l'autre, l'un pour le crédit, l'autre pour la paix, en dehors des partis et même contre les partis. Jugement, qui rompt les partis.

Les partis crient promptement à la trahison. Mais la trahison n'est pas là. La trahison est continuelle dans les pouvoirs moyens, par ceci qu'on n'y veut pas prendre au sérieux la prétention du citoyen qui essaie de juger. Les privilèges s'unissent aux compétences pour déclamer contre une masse ignorante ; ces moyens, par la conversation, par la presse, par les livres, sont presque irrésistibles ; l'importance moyenne gouvernera toujours trop. C'est pourquoi il importe que l'électeur ait prise directe sur l'élu, et ne cesse de lui rappeler ces grandes fins au sujet desquelles il n'y a pas d'incertitude, la paix, une bonne police, économie sur les dépenses improductives, respect au travail, indifférence à l'égard des parasites et des oisifs. Tels sont, à ce que je crois, les articles de la politique réelle, celle qui triomphe dans l'opinion, et qui réveille les gouvernants dès qu'elle

peut. Il faudrait arriver aux élections sans frais, et d'après le système des arrondissements, qui permet à l'électeur de connaître son homme, de l'avertir, de le ramener par une action continuelle. Je ne fais que définir ainsi l'esprit radical, si naturellement maudit par les tyrans de toute espèce. Pourquoi n'y a-t-il pas un radicalisme international ? Ce serait une coalition, toute amicale, mais ferme, de tous les gouvernés contre tous les gouvernements. Je suis assuré que l'accord entre les programmes intérieurs assurerait l'accord extérieur.

Un ami très sage, et rompu aux affaires, me disait un jour en frappant la terre de sa canne : « Moi je suis toujours pour le gouvernement. Il ne fait pas un geste sans qu'on lui crie : casse-cou ! Il se heurte à ces difficultés imaginaires, qui sont bientôt réelles ; car on le renverse. J'admire qu'il ait encore du temps pour son métier propre, qui est de nous préserver des catastrophes de tout genre. Au reste les objections au gouvernement viennent de ceux qui voudraient être gouvernement. Moi je ne le voudrais point ; je suis bien aise que quelqu'un prenne cette charge à ma place. C'est pourquoi je suis toujours pour le gouvernement ; et quand le gouvernement change, je suis encore pour le gouvernement ».

« Très bien, lui disais-je. Et moi je ne suis jamais pour le gouvernement ; et quand le gouvernement change, quand ce serait selon mes vœux, je suis encore contre le gouvernement. Je le vois séparé de l'opinion par l'immense espace des bureaux, et par la clameur des rivaux et des privilégiés. Je sens que quel qu'il soit, il est en chemin d'oublier ces grandes fins, prises de l'ordre moral, au nom desquelles le grand nombre repousse l'abus de pouvoir, les faveurs scandaleuses, les folles dépenses, la guerre. Ces grandes fins, je voudrais les lui rappeler chaque matin,

comme si je lui rappelais sa propre pensée. Mais c'est lui qui est dans l'opposition, ce n'est pas moi ».

Ces deux opinions s'accordent aisément d'après cette autre vue d'Auguste Comte qu'il importe beaucoup moins de changer les hommes qui gouvernent, que de les rappeler à eux-mêmes par l'opinion réelle, à laquelle ils sont bien plus sensibles qu'on ne croit. Notre histoire politique, depuis la guerre, nous offre un paradoxe qui n'est que d'apparence : stabilité des hommes, instabilité des partis. Si l'on ajoute que l'ordre des finances et la paix sont des biens évidents selon l'opinion réelle, on conclura qu'à travers les obstacles et souvent par d'étranges détours, l'opinion réelle parvient jusqu'aux rois, et ce jugement fait leur jugement. Les constitutions ne vont jamais tout à fait selon l'esprit abstrait, qui leur est extérieur ; l'esprit les change imperceptiblement, par le dedans, en des roganismes singuliers. Les députés gouvernés contre leur opinion, par un chef qui a pour lui la commune opinion, c'est un spectacle que nous avons vu au moins trois fois ; car il faut compter aussi l'affaire Dreyfus, qui fut la première manoeuvre du peuple contre les subalternes. Et l'on ne peut craindre que le chef, un moment d'accord avec l'opinion, l'oublie ensuite et tyrannise ; car la vérification est faite aussitôt et tout naturellement par les députés eux-mêmes, qui, selon un mot fameux, regardent leur circonscription. J'ajoute que, dans ce balancement des pouvoirs, l'administration, c'est-à-dire le corps des subalternes, a son rôle aussi ; car elle est le moyen et l'outil.

Le citoyen, s'il conduit ses pensées par ce chemin tout tranquille, aura, à ce que je crois, une vue raisonnable des pouvoirs et de son propre pouvoir. Ayant donc fait le compte de ses espérances, il osera

peut-être regarder en face la guerre chimique, et tout ce qu'elle nous promet. Tout homme de bon sens écarte absolument de tels moyens, quel que soit le but, quel que soit l'enjeu. La question est jugée. Mais vous savez bien que les brevetés de cet ordre préparent et prépareront cette folle guerre, et finalement la feront. J'ai voulu essayer d'expliquer pourquoi. Ils la feront, parce qu'il n'est point dans leur fonction de subalternes de choisir ou d'écarter des fins et des moyens d'après le jugement moral. Un ordre tiendra lieu de raison. Or le même esprit subalterne, s'il domine dans la politique, produira sans l'avoir voulu cet ordre funeste, qui ne sera qu'un papier comme un autre. Voilà à quoi on arrive lorsque l'on sépare l'art de prévoir de l'art de vouloir. L'expérience humaine montre assez que ce qui est prévu comme plus fort que la volonté arrive par cela seul. Telle est la force des présages. Mais l'homme de jugement sait vaincre la fatalité par la constance du vouloir, et par le sentiment de l'inconstance des forces aveugles. D'après cela je me représente le bon roi écartant d'abord les intérêts en un si grand risque, et si certain quelle que soit l'issue. Après cela, considérant qu'il reste une occasion redoutable des guerres, qui est l'honneur, et mettant son propre honneur à passer ce tournant difficile, il fera grande attention aux rapports de l'honneur et de l'humeur, à l'instabilité de l'humeur, et aux petites causes qui changent l'humeur ; c'est-à-dire qu'il se défiera d'abord de sa propre humeur, et se défendra de jouer l'offensé. En de telles dispositions, qui sont contagieuses, il traitera de nos affaires comme un avoué parlant à des avoués. Et, dans la sophistique universelle, si méprisée, mais que le jugement relève en la tenant serve, il trouvera, n'en doutez pas, la formule qui gagne du temps et calme les passions. Lui-même n'en doutera pas, et, communiquant cette confiance qu'il a, il supprimera par cela même presque toutes les difficultés. Peut-être toutes, car la

cause principale des guerres est que tous croient qu'on ne peut les éviter. Quand vous vous serez tracé le portrait du roi qu'il vous faut, il ne sera pas difficile de distinguer, parmi les hommes publics, ceux qui lui ressemblent et ceux qui ont les opinions et l'humeur directement propres à allumer tous les genres de guerre partout. Cela fait vous n'avez plus qu'à voter ; et vous votez continuellement, par l'achat d'un journal, par un mot, par un silence, par un refus, par une cotisation de dix francs. Les effets sont puissants et prompts ; on l'a vu, on le voit.

Pour finir, je veux mettre ici un abrégé du discours du trône tel que je voudrais l'entendre. « Citoyens, appelé à vous gouverner, je sais très bien ce que j'ai à faire, et je le ferai. Dans toute société, il s'exerce un effort continu, résultant de causes naturelles, qui a pour fin de rétablir la dépendance de ceux qui sont pauvres, de ceux qui travaillent, de ceux qui le cas échéant feront la guerre boueuse et sans gloire, à l'égard des riches, des chefs d'administration, et des gouvernants eux-mêmes. Cet effort ne doit irriter personne ; il résulte des passions humaines, que nul ne supprimera. Mon rôle à moi, qui suis le délégué du grand nombre, est de m'opposer continuellement à cet abus de pouvoir, et d'annuler les antiques effets de la guerre intérieure, qui va toujours à faire prévaloir la force. Ayant ainsi la volonté de maintenir la paix intérieure contre l'usurpation des forces, je puis promettre, par une conséquence que chacun comprendra, de vous assurer aussi la paix extérieure. Car l'abus de force à l'extérieur est toujours et sans exception l'effet des abus de force à l'intérieur ; et la violence est dans les états avant d'être entre les états ». Clameurs, oui, j'entends bien ; mais l'opinion n'aurait qu'à lever un doigt.

ALAIN